

OFFRE DE STAGE – 2026

Construction Et Réception Des Politiques Publiques De Réduction À La Source Des Micropolluants:
Le Cas Des Biocides Dans L'espace Domestique

CONTEXTE

Les produits biocides constituent un enjeu majeur dans l'espace urbain, à l'intersection de la qualité de l'environnement, de la santé publique et des pratiques du quotidien (ECHA). Les micropolluants, et en particulier les substances biocides, sont omniprésents dans l'environnement urbain : ils sont utilisés comme pesticides, comme agents de conservation dans des produits du quotidien (cosmétiques, détergents, peintures, textiles), comme biocides dans les matériaux de construction, ou encore pour la lutte contre les nuisibles (Paijens et al., 2020). Les habitants sont régulièrement exposés aux biocides dans leur logement (Wieck et al., 2018 ; Martinache et al., 2022), ce qui accroît les risques d'antibiorésistance, de perturbations endocriniennes, de cancers, etc. (Van Maele-Fabry et al., 2017), conduisant à des problèmes sanitaires et écologiques majeurs. Présents dans de nombreux produits domestiques tels que les désinfectants, les cosmétiques, les peintures, les textiles et les produits de lutte contre les nuisibles, les biocides sont omniprésents dans les foyers urbains (ANSES, 2030). Leur usage entraîne une exposition humaine continue dans les environnements intérieurs, et leur rejet dans les réseaux d'eaux usées contribue à la contamination des écosystèmes aquatiques en aval (Paijens et al., 2022).

Au sein du Laboratoire Eau Environnement et Systèmes Urbains (LEESU), l'Observatoire d'Hydrologie Urbaine en Île-de-France (OPUR) conduit une recherche visant à analyser la manière dont la question des biocides dans les espaces domestiques est prise en charge, traduite et reconfigurée au sein des secteurs existants de l'action publique, à différentes échelles de gouvernance (européenne, nationale et locale). Cette recherche interroge dans quelle mesure les biocides domestiques sont (ou non) intégrés dans ces cadres, et ce que cela révèle des capacités et des limites de l'action publique. Les cadres politiques actuels traitent séparément la qualité de l'air intérieur (QAI) et la qualité des eaux usées (QE). Par ailleurs, les interventions publiques se sont historiquement concentrées sur des polluants spécifiques plutôt que sur des approches holistiques prenant en compte l'ensemble du contexte environnemental (Gobert et al., 2023) ou le cycle de vie complet des polluants. Un fort besoin de convergence de ces politiques est aujourd'hui identifié.

Objectifs du stage

Le stage vise à analyser la manière dont la question des biocides domestiques est problématisée au sein de la Ville de Paris, en particulier par la Direction de la Santé environnementale, et à comprendre les contraintes institutionnelles, organisationnelles et politiques qui structurent ce processus. Plus précisément, le ou la stagiaire travaillera sur :

- Les compétences et les limites d'une collectivité municipale face à un enjeu situé à l'intersection de la santé, de l'environnement et des pratiques domestiques privées.
- L'organisation interne de la Ville de Paris (entre directions et services) et la manière dont elle permet ou contraint certains types d'actions.
- Les marges de manœuvre dont disposent les acteurs municipaux,

- Le rôle des acteurs tiers (associations, services de santé, ONG, collectifs d'habitants) dans la diffusion des messages, la mise en œuvre des actions ou la construction des problèmes publics.

MISSIONS

- Participer à l'identification et à l'analyse des parties prenantes institutionnelles et non institutionnelles pertinentes (services municipaux, élus, associations, acteurs de la santé).
- Contribuer à la conception des guides d'entretien et des outils de recherche.
- Participer, lorsque cela est pertinent, aux entretiens qualitatifs (prise de notes, organisation du terrain).
- Transcrire et coder les entretiens à l'aide de méthodes d'analyse qualitative.
- Contribuer à la cartographie des acteurs de la gouvernance de la santé environnementale aux niveaux municipal et national.
- Proposer une analyse organisationnelle et politique des difficultés liées à la reconnaissance des biocides domestiques comme un enjeu de politique publique à part entière.

PROFIL ET COMPÉTENCES RECHERCHÉ

Requis

- Étudiant·e de niveau master 1 ou 2 en sciences sociales ou humaines (science politique, politiques publiques, sociologie, urbanisme, géographie, anthropologie) avec un intérêt pour les enjeux environnementaux ou sanitaires.
- Excellentes capacités d'analyse et de rédaction académique.
- Très bonne maîtrise du français ; bonne connaissance de l'anglais.
- Intérêt pour la recherche qualitative et les institutions publiques.
- Capacité à interagir avec des acteurs institutionnels (administrations, associations, professionnels).

Souhaité

- Une première expérience des méthodes qualitatives (entretiens, transcription, codage).
- Intérêt pour la santé environnementale, la gouvernance urbaine ou les politiques publiques environnementales.
- Curiosité, autonomie et forte motivation pour le travail de terrain.

CE QUE LE STAGE APPORTERA

- Une formation pratique aux méthodes de recherche qualitative et à l'analyse des politiques publiques.
- Une expérience de terrain au sein d'une grande administration urbaine.
- Une expérience de recherche solide pouvant alimenter un mémoire de master et soutenir des parcours professionnels dans les domaines des politiques publiques, de la gouvernance urbaine, de la santé environnementale ou de la recherche.



- Un encadrement académique étroit et une intégration au sein d'une équipe de recherche interdisciplinaire.

INFORMATIONS PRATIQUES

Durée : 5 à 6 mois (flexible)

Lieu :

- Laboratoire LEESU, Champs-sur-Marne (poste de travail fourni)
- Terrain à Paris

Rémunération : Stage rémunéré (gratification légale), remboursement à 75 % du Navigo, accès à une restauration collective subventionnée

Encadrement au sein d'une équipe de recherche comprenant :

- Sumaiya Jawed, doctorante (politiques environnementales)
- J.-F. Deroubaix (sociologie), Julie Gobert (politiques urbaines), Adèle Bressy (chimie)

Date limite de candidature : 31/01/2026

Pour toute question ou pour candidater, merci d'envoyer un CV et une lettre de motivation à l'adresse suivante :

sumaiya.jawed@enpc.fr

REFERENCES

- ECHA. (2030). Biocides. <https://echa.europa.eu/hot-topics/biocides>
- Gobert, J., Deroubaix, J.-F., Arbarotti, A.E., Serrano, L., Moilleron, R., Bressy, A., 2023. Les biocides dans l'espace domestique : les pouvoirs d'agir sur l'environnement intérieur: Inf. Géographique Vol. 87, 71–93. <https://doi.org/10.3917/lig.874.0071>
- Martinache P., Bonnaud B., Moilleron R., Bressy A. Indoor dust contamination by biocides in French dwellings. Indoor Air, Jun 2022, Kuopio, Finland.
- Pajens C., et al., 2022. Biocidal substances in the Seine River: contribution from urban sources in the Paris megacity. Environmental Science: Water Research & Technology 8, 2358–2372.
- ANSES Produits chimiques biocides : pourquoi il est important d'en limiter les usages. 2023. Anses - Agence Natl. Sécurité Sanit. L'alimentation L'environnement Trav. URL <https://www.anses.fr/fr/content/biocides-limiter-usages> (accessed 5.13.25).
- Van Maele-Fabry, G., Gamet-Payrastre, L., Lison, D., 2017. Residential exposure to pesticides as risk factor for childhood and young adult brain tumors: A systematic review and meta-analysis. Environ. Int. 106, 69–90. <https://doi.org/10.1016/j.envint.2017.05.018>
- Wieck S., et al., 2018. Consumers' perceptions of biocidal products in households, Int. Journal of Hygiene and Environmental Health, Volume 221, Issue 2, p. 260-26